

Doctorant à l'IDHEAP, Pim Verschuuren mène une thèse sur les lanceurs d'alerte dans le monde du sport, récemment dopé d'outils de remontée d'informations confidentielles.

Balance ton sport

David Trotta

Corruption, enjeux de pouvoir et d'argent, drogue. Mais aussi affaires de harcèlement ou d'agressions sexuelles. Il n'est pas question de l'univers politique, mais bien de celui du sport, qui se dote depuis peu de moyens pour favoriser la voix des lanceurs d'alerte. Un thème au cœur de la thèse de Pim Verschuuren.

« Depuis plusieurs années, des organisations sportives internationales, comme celle du football ou le CIO, mais aussi nationales mettent en place des outils de remontée d'informations. Ces mécanismes peuvent être des hotlines, des adresses e-mail sécurisées ou des applications mobiles », explique le doctorant à l'IDHEAP. En expansion, ils sont à disposition de tous les acteurs de cet univers associatif. Principalement des athlètes, en première ligne sur des phénomènes de dopage, de manipulation de rencontres, et plus récemment de cas de harcèlement ou d'agression sexuelle, notamment chez les mineurs.

Sortir du rang

Alors, tous pourris ? Non, pour le chercheur. Beaucoup concourent depuis l'enfance de façon propre et ne veulent pas évoluer dans un environnement de triche. Parmi eux, certains seraient prêts à prendre des risques afin de protéger leur domaine, le fair-play et d'autres valeurs attachées au sport auxquelles ils croient profondément. « On en sait peu sur ce qui fait que quelqu'un devient lanceur d'alerte. Un des critères qui revient souvent est la capacité de certains à être dotés d'un sens moral. Quelque chose qui fait pencher la balance entre l'intégrité du sport et la loyauté envers son organisation. »

Reste que dénoncer des fraudes n'est pas encore la norme. Et pour cause, sortir du rang ne se fait pas sans frais. « En psychologie, on parle de dissonance cognitive. Beaucoup savent qu'il faut préserver l'intégrité du sport. De plus, ils entendent les organisations dire publiquement vouloir protéger les athlètes. Mais ils se rendent aussi compte que s'ils choisissent de lancer l'alerte, ils courent des risques personnels. »



Pim Verschuuren constate de réelles avancées dans la mise à disposition d'outils pour les lanceurs d'alerte dans le sport et la protection de ceux-ci. F. Imhof © UNIL

Les lanceurs d'alerte se distinguent en plusieurs catégories, des chevaliers blancs aux repentis, « qu'il faut utiliser, comme lorsqu'on s'attaque à une mafia ». De nombreux exemples récents prouvent que des cas et des systèmes sont tombés grâce à des acteurs ayant eux-mêmes triché. « Le cycliste Landis a beaucoup témoigné contre Lance Armstrong, tout en admettant s'être lui-même dopé. Ou le Russe Grigory Rodchenkov, qui a permis de faire tomber un dopage institutionnalisé alors qu'il était au cœur du système. »

Confiance à gagner

En plus de craintes concernant la suite d'une carrière ou par peur pour leur intégrité physique, d'autres renoncent à dénoncer par manque de confiance envers les organismes. « L'Agence mondiale antidopage a mis en place un système de lanceurs d'alerte il y a deux ans. Mais l'AMA est basée à Montréal. Et c'est un parapluie au-dessus des fédérations internationales, nationales, des ligues régionales et des clubs. L'athlète évolue dans un contexte local. Difficile pour lui d'enga-

ger sa réputation auprès d'organisations supranationales. » Il est alors important de bien savoir à quel échelon offrir des outils pour les lanceurs d'alerte. « Dans le cas de la Russie, comme le Gouvernement était impliqué, il était nécessaire de saisir une instance supranationale. En revanche, si un cycliste colombien par exemple voulait dénoncer des fraudes dans une course ou une institution locale à la fédération internationale basée à Aigle, celle-ci n'aurait que peu de moyens d'agir. »

Selon Pim Verschuuren, comme les types de fraudes et les contextes notamment locaux s'avèrent extrêmement variés, il faudrait surtout proposer un panel plus large d'outils et sensibiliser les acteurs. Une manière de dire que les moyens mis en place s'avèrent pour l'heure inefficaces ? « Non. Une vraie vague s'est mise en route et de nombreuses fédérations sont très sensibles à ce sujet. Certes les affaires les plus médiatisées, les plus grandes fraudes, ont stoppé la carrière des lanceurs d'alerte. Mais les cas de réussite, dont on parle moins, existent également. »